

Le mouvement syndical au Pakistan et dans l'Inde

Autor(en): **Roberts, Alfred**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **44 (1952)**

Heft 1

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384741>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

moins, comme pour les ouvriers de fabrique, et le porter plus haut s'il s'agit, par exemple, de rémunérer du travail accompli de nuit ou le dimanche.

Bien entendu, les parties peuvent convenir que le surcroît de travail sera rémunéré à des taux différents selon qu'il consiste en travail actif ou en temps de présence, celui-là étant alors payé plus que celui-ci. Seulement, une solution de ce genre ne serait guère conforme à l'équité parce que le conducteur professionnel est rémunéré au temps, de sorte que son salaire contractuel représente déjà une moyenne établie en considération du travail actif et du temps de présence.

En tout état de cause, une chose est certaine: le service supplémentaire qui consiste en temps de présence est du travail et doit être rémunéré comme tel. Somme toute, le travailleur qui accomplit ce service met contractuellement à la disposition de l'employeur une partie de son temps, une partie de sa vie. Nier qu'une telle prestation mérite salaire serait immoral.

Le mouvement syndical au Pakistan et dans l'Inde

Par Alfred Roberts

Partie de Londres à fin septembre 1951, une délégation du Congrès des syndicats britanniques dont je faisais partie est restée exactement cinq semaines au Pakistan et dans l'Inde. Pendant cette période, nous avons visité notamment les villes de Karachi, Lahore, Delhi, Calcutta, Dacca, Bombay, Ahmedabad et Madras.

Notre mission avait avant tout un caractère amical; il s'agissait en outre de tenir une promesse faite par nos collègues Bullock et Owen lors de leur voyage du début de 1950 et au cours duquel ils avaient déjà accompli d'excellente besogne.

Les journaux pakistaniens et indiens décrivirent notre visite comme un « voyage d'étude »! A vrai dire, nous aurions bien voulu consacrer plus de temps à l'étude; mais le programme préparé à notre intention était si chargé que nous avons été souvent dans l'impossibilité de l'exécuter. Au total, nous avons pris la parole à cinquante et une assemblées, dont onze eurent lieu en plein air, la plupart du temps en présence de milliers de personnes. En outre, nous avons tenu huit conférences de presse et plusieurs personnalités éminentes, dont le pandit Nehru, nous ont accordé une entrevue.

Nous avons aussi été invités par les hauts commissaires du Royaume-Uni au Pakistan et dans l'Inde, par le ministre du Travail de l'Inde, par un syndicat patronal du textile, par l'Association des employeurs de l'Inde du Sud, etc.

A Ahmedabad, nous avons assisté à l'assemblée annuelle du Congrès national des syndicats indiens, ce qui nous a fourni l'occasion de transmettre aux quelque 25 000 participants les salutations fraternelles de notre organisation et de la Confédération internationale des syndicats libres.

Entre toutes ces manifestations officielles, nous avons eu des entretiens avec des groupes de personnes ou des particuliers et visité des entreprises de tous genres.

Partout, nous avons été accueillis avec la plus grande cordialité. Dans l'Inde et au Pakistan, l'amitié pour le peuple anglais est très grande. Dans les milieux syndicalistes surtout, on admire beaucoup le mouvement syndical britannique et son prestige y est considérable. Chacun désire ardemment connaître la structure, les méthodes et l'activité de nos syndicats.

Les élections au Parlement britannique suscitaient un énorme intérêt. Tout le monde nous posait des questions au sujet des chances du Parti travailliste. Très souvent, nous avons entendu exprimer des sentiments d'inquiétude lorsque nous prédisions — ainsi que nous l'avons fait quelquefois en privé — une petite majorité tory. Et cette inquiétude ne se manifestait pas seulement chez les syndicalistes ou les socialistes; elle était partagée par bien d'autres personnes — y compris des fonctionnaires et des employeurs — qui redoutaient un renversement de la politique britannique à l'égard de l'Inde et du Pakistan.

On ne se rend souvent pas compte, dans ces deux pays, que le Congrès des syndicats britanniques est un organe distinct du Parti travailliste. On s'est imaginé en général que la puissance de notre organisation était due pour une large part au gouvernement travailliste. Cela se comprend quand on sait que presque tous les syndicats de l'Inde ont un caractère politique et cherchent à agir sur les plans politique et législatif pour améliorer les salaires et les conditions de travail. Nous avons pu démontrer que, par suite de notre indépendance et de notre puissance économique, aucun gouvernement n'oserait prendre des décisions intéressant le monde du travail sans nous consulter et qu'en fait nous serions peut-être moins entravés dans notre activité par un cabinet conservateur que par un gouvernement socialiste. Certes, le caractère politique des syndicats indiens s'explique par des raisons historiques. La plupart d'entre eux ont été fondés à des fins politiques et ils ont œuvré, en tant que tels, pour l'indépendance du pays. Ce sont les dissensions intervenues au sein du Parlement qui ont conduit à la rivalité actuelle entre les deux principales organisations centrales: le Congrès national des syndicats indiens et le *Hind Mazdoor Sabha*, le premier étant dominé par des membres et des amis du parti gouvernemental et le second par le Parti socialiste. Il existe encore deux autres organisations: le Congrès panindien des syndicats (qui est

maintenant entièrement communiste) et le Congrès des syndicats unifiés, organisation de gauche dont l'activité se limite presque uniquement au Bengale occidental. Le premier semble gagner lentement en importance et il prétend avoir des effectifs supérieurs à ceux du *Hind Mazdoor Sabha*. Pour notre part, nous sommes convaincus que les quatre organisations comptent toutes un grand nombre de membres « sur le papier ». Nous avons constaté, par exemple, qu'un soi-disant syndicat, qui prétendait grouper plus de cinq mille membres, avait reçu, pendant une période de dix-huit mois, des cotisations représentant moins de 1 anna (un peu plus de 5 ct.) par membre.

Pour 1949, les quatre organisations ont annoncé un effectif de 3 279 557 personnes, tandis que le Ministère du travail a publié, pour la même année, le chiffre de 1 711 702.

Du fait de leurs rivalités politiques, qui se répercutent sur le terrain professionnel, les organisations se trouvent extrêmement affaiblies dans leur action; souvent, elles cherchent bien plus à se tirer dans les jambes qu'à défendre les intérêts communs de leurs membres. En résumé, il y a beaucoup trop de syndicats et trop peu d'union syndicale.

Nous aurions toutefois tort de donner l'impression qu'il n'y a aucun espoir d'améliorer cet état de choses. En effet, des tentatives de rapprochement ont été faites tout récemment, et la création d'une commission mixte consultative de l'industrie et du travail, au sein de laquelle les deux principales organisations syndicales sont représentées, offre maintenant des possibilités de collaboration. Dans les deux organisations, il existe des personnalités dirigeantes, y compris les secrétaires généraux, qui se rendent compte de l'importance vitale de l'union syndicale et qui sont prêts à tout mettre en œuvre pour la réaliser. Evidemment, un certain nombre d'arrivistes et de politiciens relativement influents préféreraient voir se maintenir l'état de choses actuel. Cependant, nous sommes absolument convaincus, après toutes les conversations que nous avons eues, que les syndicalistes, dans leur immense majorité, se rendent compte de la nécessité d'une unité d'action.

Les commentaires qui précèdent se rapportent à l'Inde. Au Pakistan, la situation est, du point de vue politique, sensiblement différente du fait qu'il n'y a pas encore, dans ce pays, de grands partis d'opposition. Les syndicats communistes sont peu nombreux et il en va de même de leurs effectifs. En 1950, la Confédération pan-pakistanienne prétendait grouper 320 000 membres, alors que l'estimation du Ministère de la justice et du travail s'établissait à environ 100 000. La Confédération englobait la Fédération du Pakistan occidental, la Fédération du Pakistan oriental et plusieurs organisations indépendantes. Divers changements se sont produits tout récemment. C'est ainsi que la Fédération syndicale pakistanienne,

qui était dominée par les communistes et avait le Pendjab pour principal champ d'activité, a été remplacée par la Ligue des travailleurs du Pendjab. Pendant notre séjour, des négociations entreprises quelque temps auparavant aboutirent à la fusion de la Fédération du Pakistan occidental avec la Ligue des travailleurs du Pendjab, et l'on nous déclara qu'il ne restait plus, au Pendjab, que deux organisations communistes d'importance secondaire. Dans le Pakistan oriental, la situation est quelque peu obscure, et il nous a été difficile de nous former une opinion, attendu que c'est durant notre séjour à Dacca que Liaquat Ali Khan a été assassiné, ce qui a provoqué un arrêt complet de l'activité économique pendant deux jours. Nous avons toutefois pu constater qu'une organisation rivale de la Fédération du Pakistan oriental avait été constituée sous le nom de Fédération pakistanaïenne du travail et qu'elle était composée principalement de transfuges. Elle affirme que ses membres sont au nombre d'environ 200 000; mais nous avons tout lieu de croire que ce chiffre est fortement exagéré. Son président est l'un des anciens vice-présidents de la Fédération du Pakistan oriental. Les avis sont contradictoires à son sujet: on prétend, d'une part, qu'il a été expulsé à cause de ses sympathies communistes et, de l'autre, qu'il a démissionné de son plein gré parce que ses collègues se livraient à des activités communistes. En bref, les deux parties se reprochent mutuellement de soutenir le communisme. Après avoir interrogé des représentants des deux camps adverses, nous sommes arrivés à la conclusion que les accusations portées de part et d'autre étaient bien fragiles et qu'il s'agissait avant tout d'une rivalité entre les présidents des deux organisations, chacun d'eux voulant avoir le dessus. Nous avons acquis la conviction que cette rivalité constituait le seul obstacle à une fusion. Le secrétaire général de la Fédération du Pakistan oriental, qui est aussi le secrétaire général de la Confédération panpakistanaïenne, nous a donné l'assurance, avant notre départ, qu'il ferait tout son possible pour réaliser l'union. L'industrie pakistanaïenne n'est guère importante pour l'instant, mais elle se développe rapidement; c'est dans le Pendjab que les possibilités sont, à cet égard, les plus grandes. Le mouvement syndical souffre d'une pénurie de cadres et aussi du fait que les centres industriels sont séparés par de longues distances. Dans chacun des trois centres que nous avons visités, nous avons trouvé quelques chefs syndicalistes vraiment capables et dont le dévouement à la cause a fait notre admiration. Ils sont malheureusement trop peu nombreux, si bien qu'ils courent le risque d'être supplantés par des arrivistes.

La formation de cadres est, aussi bien au Pakistan que dans l'Inde, l'une des principales lacunes du mouvement syndical. Les fonctionnaires d'origine prolétarienne sont très peu nombreux; ils proviennent presque tous des classes moyennes et maints d'entre

eux sont des juristes. Nous n'avons rien à objecter à cela, parce que nous sommes convaincus que les syndicats n'auraient pas pu être créés si des intellectuels, dont beaucoup auraient pu faire ailleurs une brillante carrière, ne s'étaient sacrifiés pour contribuer à l'amélioration du sort des travailleurs. Le syndicalisme indien et pakistanien doit beaucoup à ces hommes-là. En l'état actuel des choses, toutefois, il est absolument nécessaire de donner à des ouvriers, par une formation adéquate, la possibilité d'accéder à des fonctions dirigeantes. Le principal obstacle réside dans le fait que presque les neuf dixièmes des travailleurs sont illettrés. Plusieurs syndicats s'efforcent actuellement d'instruire et de former des ouvriers, mais les moyens dont ils disposent à cet effet sont la plupart du temps dérisoires. La Ligue du service social, à Bombay, a organisé dernièrement des cours en vue de la formation de cadres; les résultats ont été extrêmement encourageants. La fondation d'une organisation régionale de la Confédération internationale des syndicats libres a été accueillie avec enthousiasme et l'on attend impatientement la création de centres de formation. A ce propos, nous avons été très fiers de pouvoir annoncer que notre organisation avait décidé de contribuer aux activités régionales. A notre avis, un, deux ou même trois centres de formation ne permettraient que d'effleurer le problème. Ce qu'il faudrait, c'est un centre dans chaque ville d'une certaine importance. Nous nous rendons compte que cela est impossible, pour toutes sortes de raisons évidentes; mais il devrait être possible, en revanche, d'aider les syndicats indiens et pakistans à se tirer d'affaire par leurs propres moyens. On nous a demandé, par exemple, si notre confédération ne pourrait pas organiser des cours par correspondance. Nous avons en outre été submergés de demandes de documentation. Dans ce dernier domaine, nous pouvons faire œuvre utile, ne serait-ce que pour neutraliser la propagande de l'Union soviétique. Cette propagande revêt la forme de pamphlets et de livres bien présentés et abondamment illustrés, de sorte qu'ils sont susceptibles d'intéresser même les illettrés. Ils peuvent être achetés, en dessous du prix de revient, dans presque toutes les librairies, et le produit de leur vente alimente la caisse du Parti communiste indien. C'est là, certes, un terrain sur lequel notre organisation ne saurait s'aventurer, mais qui pourrait offrir des possibilités d'action à la Confédération internationale des syndicats libres.

Nous n'avons malheureusement pu visiter aucune région agricole. Nous le regrettons d'autant plus que, dans les deux pays, l'agriculture est, au point de vue syndical, mal organisée, bien que l'immense majorité de la population s'adonne à l'exploitation du sol. Dans les centres industriels, nous avons vu bien des choses attristantes et constaté l'existence de nombreux besoins qui ne pourront être satisfaits qu'avec le temps. En raison de l'augmentation très

sensible du coût de la vie, les salaires réels sont plus bas qu'avant la guerre. Souvent, la sécheresse provoque non seulement la famine, mais le chômage dans les fabriques dont l'alimentation en énergie dépend d'usines hydro-électriques.

Pendant tout notre séjour, nous avons essayé de donner une image véridique de notre propre mouvement; nous avons joué le rôle de conseiller chaque fois qu'on nous l'a demandé et nous avons sans cesse insisté sur la nécessité de la concentration syndicale.

Nous sommes revenus en Angleterre avec une foule d'impressions, parfois confuses, que nous avons tenté de classer et de consigner dans le présent rapport. Nous sommes rentrés avec un sentiment d'affection pour nos lointains collègues et avec un grand désir de les aider.

L'Amérique latine

Par *Hermes Horne*

L'Amérique latine est une région du monde mal comprise en général et peu connue non seulement en Europe, mais aussi dans les pays qui lui sont voisins. Il n'y a pas longtemps, l'actrice américaine Bette Davis, considérée comme la vedette la plus intelligente d'Hollywood, faisait part de son désir d'apprendre l'espagnol pour pouvoir visiter le Brésil. Elle ignorait sans doute que dans ce pays on parle le portugais.

On tend à se faire une idée romantique de l'Amérique latine, en se basant sur des films qui sont très loin de la montrer sous son aspect réel. On connaît le carnaval de Rio, les boléros mexicains, les rumbas cubaines et surtout la fréquence des révolutions. Elle n'a par contre pratiquement pas souffert des guerres. Cette méconnaissance de l'Amérique latine est dangereuse pour le monde moderne, de même que l'a été la connaissance insuffisante de l'Asie, de ses problèmes et de ses convulsions internes.

L'Amérique latine s'étend du Rio-Grande, frontière du Mexique et des Etats-Unis, au détroit de Magellan. Elle est divisée en vingt et un pays qui présentent parfois des caractéristiques totalement différentes. La population de l'Uruguay et de l'Argentine, par exemple, est principalement d'origine méditerranéenne; cette même origine européenne se retrouve aussi dans une proportion considérable au Brésil et au Chili où l'immigration a été surtout allemande. La race indienne prédomine au Pérou, en Bolivie et à l'Equateur et la race noire à Haïti. Le développement économique et les régimes politiques présentent aussi des différences fondamentales, mais malgré cela tous les peuples de l'Amérique latine forment une puissante unité avec des caractéristiques historiques, politiques et